

Note politique



Du sanctuaire à la confrontation : l'Arctique au cœur des tensions géopolitiques

Quentin Martel

Introduction

Longtemps perçu comme un [espace de coopération mondiale](#) en matière protection de l'environnement et de développement durable, l'Arctique dont le territoire couvre plus [de 16,5 millions de kilomètres carrés](#), est aujourd'hui devenu le nouveau point de friction entre grandes puissances. Un intérêt qui s'explique par le fait que la région du Grand Nord regorge de ressources naturelles telles que du pétrole, du gaz naturel liquéfié ou encore des terres rares nécessaires au développement de matériaux électroniques.

L'esprit de coopération qui caractérisait autrefois la période post-guerre froide semble désormais laisser sa place à une [logique de rivalité](#), portée notamment par [les ambitions croissantes de la Russie et des États-Unis](#) dans la région. Au-delà du simple fait de convoiter les ressources naturelles emprisonnées sous les glaces, cette rivalité traduit une [forme de compétition stratégique](#) entre les États-Unis, la Russie et la Chine, afin d'affirmer leur capacité opérationnelle sur le cercle polaire.

Ces pays perçoivent désormais la région arctique comme un espace à la fois stratégique et économique incontournable pour l'avenir, un intérêt qui s'explique principalement par deux facteurs : d'une part, la fonte des glaces qui permet [l'accès à d'importantes ressources naturelles](#) jusqu'alors inaccessibles, et d'autre part, l'ouverture progressive des routes maritimes du Grand Nord qui offre de nouvelles perspectives commerciales à l'échelle mondiale. Ce territoire longtemps resté en marge des rivalités géopolitiques entre les grandes puissances, est aujourd'hui au cœur de tensions mondiales susceptibles de faire basculer le monde vers une logique de nouvelle guerre froide.

À cela s'ajoutent les relations au sein du Conseil de l'Arctique, déjà fragilisées par des enjeux économiques et territoriaux, qui semblent désormais basculer vers [une phase de rupture profonde](#) et ce depuis l'invasion russe en Ukraine. Une dégradation des relations qui a considérablement détérioré les liens entre les États arctiques et la Russie, que ces derniers accusent d'avoir violé le droit international.

La montée des tensions dans le Grand Nord entraîne des changements considérables pour les pays arctiques, les obligeant à renforcer leurs positions en matière de défense de façon à répondre aux attitudes belliqueuses des certains pays. De plus, l'expansion militaire et économique mise en place par Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir en 2000 semble désormais lui conférer un avantage stratégique considérable. Une situation délicate qui place les pays de l'Arctique tels que le Canada ou le Danemark, dans une position de faiblesse, [d'autant que les États-Unis autrefois alliés incontestés](#) de ces pays, semblent désormais privilégier une logique expansionniste, allant jusqu'à [revendiquer ouvertement leur volonté d'annexer des territoires alliés](#), comme en témoignent les récentes déclarations de Donald Trump au sujet du Groenland.

C'est dans ce contexte que cette analyse vise à démontrer l'impact des politiques américaines et russes sur les pays arctiques, et [plus particulièrement sur le Canada](#). L'accentuation des tensions géopolitiques dans la région ajoutée à l'attitude belliqueuse de certaines grandes puissances, pousse les pays arctiques dans leurs retranchements, laissant paraître [une forme de vulnérabilité inédite](#). Ces derniers se voient contraints de repenser leurs défenses collectives et leurs partenariats avec leurs alliés afin d'assurer la pérennité de leurs intérêts dans la région.

L'avance opérationnelle : Une stratégie gagnante pour la Russie de Vladimir Poutine

[Depuis l'arrivée au pouvoir au début des années 2000](#) de Vladimir Poutine, la quête de la domination en Arctique par Moscou s'est considérablement intensifiée. Si l'ambition économique et militaire de la Russie pour la région semblait difficile à concrétiser à l'époque, elle apparaît désormais comme un choix stratégique déterminant pour l'avenir, offrant à la Russie une avance considérable sur les autres pays arctiques. À tel point que le pays dispose aujourd'hui [de nombreuses capacités militaires](#) telles que des [bases navales abritant les sous-marins lanceurs d'engins, des installations militaires permanentes](#) ou encore des missiles balistiques longue portée capables de frapper les États-Unis. À cela s'ajoute le fait que les brise-glaces russes sont également considérés comme les navires les plus efficaces pour assurer la traversée en toute sécurité des navires de commerce qui empruntent les routes maritimes de l'Arctique. Un arsenal de guerre constitué au fil des années, qui pourrait avoir un impact majeur sur la géopolitique mondiale, rendant le Canada et les États-Unis vulnérables à des [tirs de missiles ou à des incursions militaires russes](#) sur leurs territoires arctiques.

L'accélération du réchauffement climatique entraîne également une [intensification des passages de navires](#) commerciaux dans la région, ce qui pourrait offrir à Moscou une part significative du marché de fret mondial. L'utilisation des voies navigables telles que le passage du Nord-Est pourrait permettre de gagner [une à deux semaines dans le transport de marchandises](#) entre l'Asie et l'Europe. Ce gain de temps représenterait un avantage économique majeur pour les armateurs, d'autant que [le canal de Panama ou le canal de Suez](#), considérés comme les plus importants en matière de transport maritime, semblent aujourd'hui enclins à un ralentissement des passages du fait de la situation géopolitique dans ces régions. Cette opportunité permettrait à la Russie de renforcer son influence commerciale et stratégique dans le Grand Nord.

Au-delà des routes maritimes, l'Arctique est considéré comme un [immense réservoir de ressources naturelles](#) dans lequel on trouve notamment des terres rares, du pétrole et divers minerais stratégiques. L'accès à ces ressources naturelles représente un enjeu stratégique important pour des pays tels que les États-Unis ou la Russie, qui souhaitent renforcer leur influence dans la région du Grand Nord de façon à assurer leurs présence sur les marchés mondiaux.

C'est d'ailleurs dans cette optique de développement stratégique que la Russie s'appuie depuis plusieurs années sur [les environs de la ville de Mourmansk](#), qui constitue un point névralgique du commerce maritime, mais également de la stratégie militaire russe dans la région. La ville possède l'un [des rares ports en eau profonde du cercle polaire](#), permettant aux navires marchands de charger et de décharger du fret durant toute l'année. On y trouve également les brise-glaces nucléaires de classe «[Arktika](#)», fleuron de la flotte arctique russe. Moscou mise en effet sur leur présence dans la région afin d'assurer la continuité du commerce maritime et sur l'exportation des ressources afin de compenser [les effets des sanctions économiques](#) imposées par l'Europe à la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022. Le pays cherche également à développer ses accords commerciaux avec l'Asie de façon à atténuer l'impact des sanctions sur son économie.

On retrouve également dans la région arctique russe de nombreuses installations stratégiques pour l'économie du pays telles que [la plateforme Yamal LNG](#) considérée comme l'une des installations les plus importantes en matière d'extraction de gaz naturel liquéfié en Arctique et l'un des piliers de l'économie énergétique russe. En partie financée par le groupe français TotalEnergies, cette installation était autrefois fortement orientée vers le marché européen, puisqu'environ [49% de la production de gaz naturel liquéfié](#) russe était destinée à l'Europe. Cependant, les sanctions économiques imposées par l'Union Européenne ainsi que le retrait de partenaires tels que TotalEnergie, ont contraint la Russie à revoir sa stratégie d'exportation afin d'assurer la pérennité de son économie.

On observe ainsi une véritable course à la domination du territoire polaire, notamment illustrée par les initiatives du Canada et des États-Unis visant à étendre leurs plateaux continentaux de façon à élargir leur zone économique exclusive de plus d'un million de kilomètres carrés. Cette démarche vise également à protéger les ressources enfouies dans les fonds marins, tout en s'appropriant une partie supplémentaire du territoire arctique.

Du dialogue à la confrontation : l'Arctique, la naissance d'une guerre froide

L'exploitation du territoire arctique par les grandes puissances était autrefois considérée comme une utopie, compte tenu des conditions climatiques qui empêchaient le développement des activités d'extraction et de transport. Cependant, le réchauffement climatique et la fonte des glaces ont entraîné un changement majeur dans la capacité des pays à développer leurs activités dans la région. De plus, [l'augmentation des périodes de transit pour les navires marchands](#) empruntant les passages du Nord-Ouest et du Nord-Est pousse désormais des États tels [que la Chine, la Russie ou les États-Unis](#) à revoir et à intensifier leurs stratégies d'expansion dans la zone.

L'Arctique semble désormais être au cœur de tensions géopolitiques entre alliés et rivaux, un paradoxe difficilement imaginable il y a encore quelques années et pourtant le constat en est accablant. Les États-Unis, alliés de longue date du Canada et des pays arctiques, cherchent désormais à s'approprier une partie de ce territoire afin d'asseoir leur hégémonie dans la région. Cette posture de la part du 47^{ème} président des États-Unis n'est pas restée sans réponse de la part de ses alliés, notamment des membres de l'OTAN, qui voient les revendications du président américain au sujet du Groenland, comme une [forme de fragilisation](#) à peine dissimulée des relations entre les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

La volonté des États-Unis d'acheter le Groenland remonte en [réalité au XIX^{ème} siècle](#), époque à laquelle il était déjà question d'acquérir le territoire pour ses ressources naturelles et son emplacement géographique. Une ambition expansionniste relancée par Donald Trump qui en janvier dernier a

affiché sa volonté d'annexer le territoire [pour la richesse de ses ressources naturelles](#) et cela malgré une forte opposition de [l'opinion publique américaine](#). Cet attrait pour les ressources rares de la région est également partagé par les deux rivaux des États-Unis, qui voient le Grand Nord comme la future zone d'influence des marchés mondiaux.

Le président américain justifie sa position par [l'importance géographique du Groenland](#) pour la défense du territoire américain, invoquant le fait que la Russie place ses missiles balistiques à portée de tir des États-Unis et que l'acquisition de l'île permettrait aux Américains de constituer un corridor de sécurité afin d'assurer la protection de la population.

La Chine, quant à elle, est moins présente sur le plan militaire dans la région, car ses intérêts s'orientent surtout vers la [recherche scientifique, la cartographie des fonds marins](#) et l'investissement dans des projets étrangers situés en Arctique. Cependant, le gouvernement chinois évoque régulièrement sa volonté de développer une route de la soie polaire qui permettrait de relier l'Asie à l'Europe en passant par les routes maritimes du Grand Nord. Pour ce faire, la Chine a besoin de partenaires puissants dans la région. Elle s'est [d'ailleurs rapprochée de la Russie](#) afin de développer le commerce maritime et l'exportation du gaz naturel liquéfié vers l'Asie. Un partenariat d'intérêt, tenant compte du fait que la Russie dispose d'une supériorité stratégique et surtout de brise-glaces nucléaires capables de se frayer un chemin à travers d'épaisses couches de glace.

Face à tout cela, on retrouve les autres pays de l'Arctique, tels que le Canada, la Finlande, la Norvège, la Suède, le Danemark ou encore l'Islande, qui cherchent à protéger leurs territoires ainsi que leurs intérêts dans la région. L'idée d'un soutien mutuel des pays de l'Arctique semble aujourd'hui prioritaire face à l'attitude expansionniste de certains dirigeants. L'OTAN a [d'ailleurs réagi](#) aux annonces américaines concernant le Groenland, déclarant que l'organisation s'opposerait à toute action militaire de la part des États-Unis. Une prise de position qui pourrait avoir de lourdes répercussions sur les relations entre les pays membres de l'organisation surtout dans une époque de fortes tensions.

Une situation géopolitique qui n'est pas sans risques, au vu de l'attitude des États-Unis depuis le début de l'année. On peut notamment évoquer [l'opération militaire en janvier dernier](#) et les nombreuses prises de position agressives sur la scène internationale de la part du président. Les actions de celui-ci témoignent d'une certaine rupture dans ses obligations vis-à-vis de l'Organisation des Nations-Unies et du respect du droit international, laissant planer un doute quant à la possibilité qu'il ordonne une action militaire contre le Groenland. De plus, de nombreux pays se sont offusqués de son attitude envers le Danemark, pays allié, lui reprochant de ne pas respecter le principe de souveraineté des États établi par le droit international.

Les pays arctiques telles que le Groenland et le Danemark n'ont pas tardé à réagir. Ils ont d'ailleurs été les premiers à [répondre aux ambitions](#) du président américain, affirmant leur volonté de défendre leur territoire et rappelant que le Groenland demeure un territoire de l'OTAN. D'autres alliés ont également répondu aux prises de positions américaines, indiquant leur mise à disposition afin de soutenir le pays que ce soit sur le plan militaire ou diplomatique, tout en renforçant leur présence dans la région circumpolaire. Certains États sont même allés jusqu'à ouvrir des consulats sur le territoire de façon à marquer leur soutien et leur engagement envers la sécurité de l'île.

Le Canada, par exemple, a inauguré [un consulat à Nuuk](#) dans une mise en scène symbolique, affichant clairement la volonté d'Ottawa de renforcer la protection de l'Arctique et de se tenir au côté de ses alliés. Un geste d'autant plus significatif que l'île entretient des liens historiques avec le pays et que les

ambitions expansionnistes de Donald Trump pourraient également menacer les territoires arctiques canadiens.

[La France ainsi que plusieurs autres membres de l'Union européenne](#) ont également pris position en faveur du Groenland en déployant des moyens militaires dans la région et en participant à l'opération « [Arctic Endurance](#) ». Une mission multinationale lancée par l'OTAN qui vise à démontrer la capacité de l'organisation ainsi que des pays concernés à défendre leurs intérêts dans la région, tout en garantissant la sécurité des territoires arctiques et en exerçant une forme de dissuasion face aux pressions de la Russie et des États-Unis dans la région.

Au-delà des tensions géopolitiques propres à la région arctique, c'est l'ensemble de l'architecture internationale qui pourrait être affectée par une rupture dans les relations entre les pays alliés de l'OTAN. D'autant que le président Donald Trump semble prêt à remettre en question ses engagements envers les organisations internationales et ses partenaires européens afin de parvenir à ses fins. Une perspective qui paraît absurde au regard du rôle fondamental que jouent ces institutions dans la stabilité mondiale, mais qui apparaît de plus en plus dans l'actualité, laissant planer un climat d'insécurité qui pourrait conduire à de fortes tensions diplomatiques à travers le monde.

Conclusion

La situation de l'Arctique est relativement préoccupante. De nombreux articles sur le sujet évoquent le fait que la région pourrait être [au cœur d'un futur conflit entre grandes puissances](#) et qu'il y règne un climat de tension comparable à celui de la guerre froide. Les pays arctiques apparaissent moins enclins à se défendre seuls face aux ambitions expansionnistes des États-Unis ou de la Russie.

Pour répondre à ces démonstrations de force et à l'intensification des tensions dans la région, les nations arctiques telles que le Groenland, le Canada, le Danemark, la Suède ou encore la Norvège doivent [coordonner leurs opérations](#) militaires afin de renforcer leur position sur la scène internationale, tout en démontrant leur capacité à défendre leurs intérêts dans la région. Ils doivent également se rapprocher de l'OTAN afin d'assurer la sécurité de la région et étendre la présence des forces militaires dans les eaux internationales et nationales de façon à répondre aux injonctions américaines à l'égard du Groenland.

Le Canada quant à lui, doit [particulièrement chercher à consolider ses partenariats](#) avec les pays arctiques dans le but de se protéger contre les ambitions expansionnistes des grandes puissances. Ottawa doit également promouvoir une coopération commerciale structurée afin de répondre à la hausse des flux commerciaux dans le Grand Nord. Cependant, il ne faut pas oublier que le Canada entretient des liens étroits avec les États-Unis en matière de défense de son espace aérien. Ottawa doit donc jouer sur un double tableau : d'un côté celui de maintenir le partenariat avec les États-Unis de façon à assurer la protection de son territoire national grâce aux moyens de défense tels que le NORAD ou les patrouilles maritimes et aériennes déjà fortement renforcées dans la région, et de l'autre, celui de se rapprocher des pays de la région afin de se protéger de son allié qui semble désormais convoiter son territoire.

Il serait également intéressant pour le [Canada ainsi que pour le Danemark](#) d'approfondir leurs échanges en matière de protection de leurs territoires de façon à s'assurer une aide mutuelle en cas de violation de leur souveraineté territoriale. À cela s'ajoute le fait que les deux partenaires devraient

renforcer les accords en matière de défense nationale avec la France qui semble vouloir orienter sa politique arctique vers une logique de cohésion en matière de défense des territoires du cercle polaire.